

Protection des forêts sont **inefficaces**

l'expert « Les acteurs de ce marché font ce qu'ils veulent »

ENTRETIEN

I.R.

Augustin Fragnière est docteur en sciences de l'environnement et spécialiste des politiques carbone à l'Université de Lausanne.

Peut-on encore se fier aux crédits carbone ?

Cette enquête jette le doute dans l'opinion publique, qui est du reste déjà assez partagée sur ces questions. Mais c'est une bonne chose, car la société de certification Verra n'est pas la seule. Je ne me prononce pas sur ce cas en particulier, mais on assiste ici à une guerre des méthodologies, qui montre que c'est tout le système des crédits carbone, notamment ceux liés à la déforestation, qui dysfonctionne. Il existe différents

labels, mais il est difficile de les comparer sur la base de critères objectifs, car le marché de la compensation volontaire n'est pas régulé.

Il n'y a donc pas de règles communes ?

Exactement. Contrairement à des secteurs comme les assurances ou les médicaments, où l'on ne peut pas vendre n'importe quoi, dans ce marché, les acteurs font ce qu'ils veulent. Il faudrait instaurer une autorité de surveillance à l'échelle nationale, voire mondiale, avec des règles unifiées au niveau méthodologique, pour garantir une certaine comparabilité entre les projets et l'intégrité environnementale des crédits carbone.

C'est-à-dire ?

Chaque crédit doit correspondre à ce

qu'il avance. Il peut correspondre à une tonne qu'on n'a pas émise, par exemple en remplaçant le charbon par du solaire dans une entreprise ou le chauffage d'un particulier. Ou à une tonne de CO₂ retirée de l'atmosphère puis séquestrée, le plus souvent par la plantation d'arbres. Mais il peut aussi correspondre à une quantité de CO₂ qu'on évitera d'émettre en empêchant la déforestation par le feu, qui non seulement dégage déjà du CO₂, mais réduit aussi les puits de carbone que représentent les forêts. Le problème, dans ce cas, est que cela repose sur une hypothèse, que l'on appelle « scénario de référence », qu'il est souvent tentant d'exagérer. Car si l'on surévalue la quantité de CO₂ qui aurait été émise sans le projet en question, cela augmente aussi le nombre de crédits carbone que l'on peut vendre.

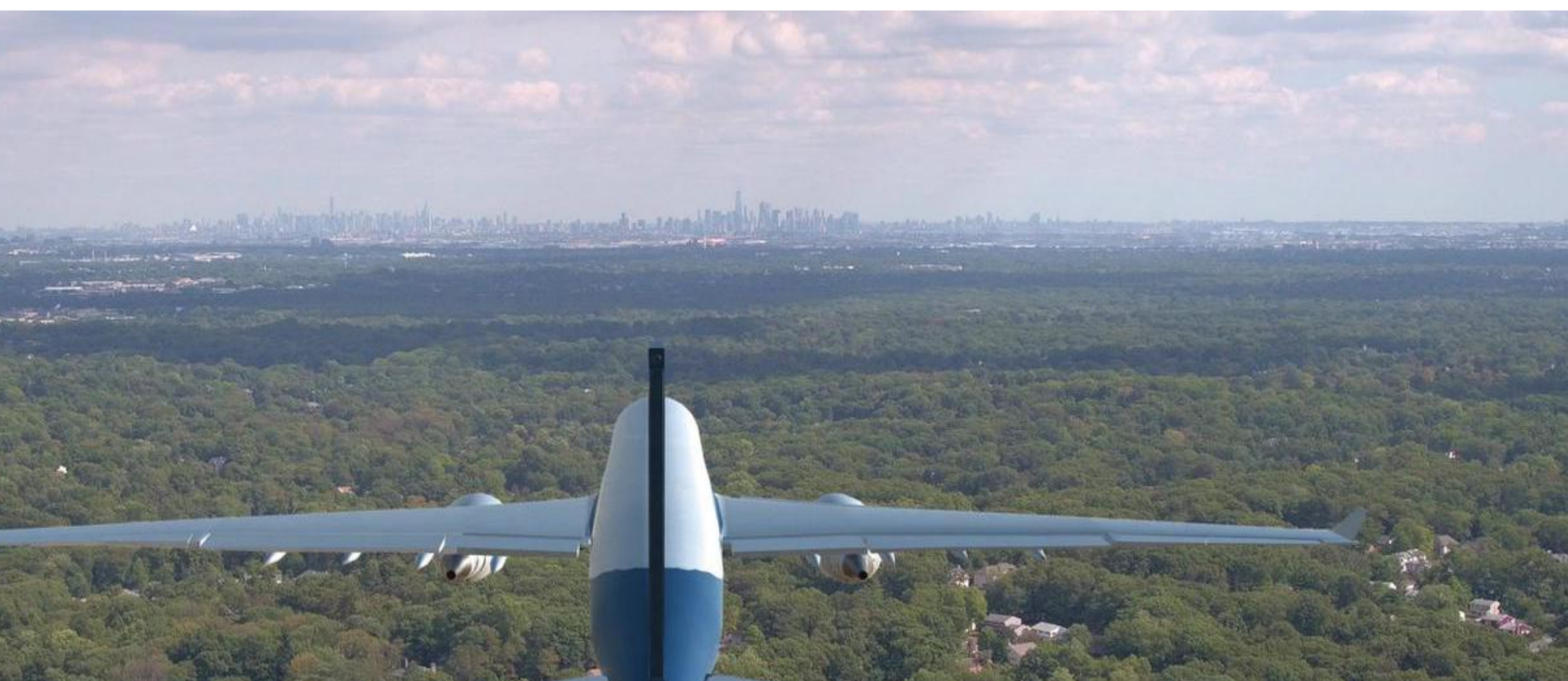
L'utilisation de ces crédits pose aussi problème...

Oui, car les entreprises ont tendance à acheter des crédits carbone puis à les soustraire directement de leurs émissions annuelles. En clair, elles paient pour le développement de projets de réduction des émissions à l'autre bout du monde, sans forcément changer leurs propres pratiques, et ensuite se déclarent, elles ou leurs produits, climatiquement neutres. C'est pareil pour vous et moi, lorsque l'on paie un peu plus cher son billet d'avion pour planter des arbres. C'est un artifice comptable, qui laisse penser que l'on peut annuler son impact sur le climat sans agir à la source. Cette façon de faire est d'ailleurs critiquée par des organismes comme l'Agence française pour la transition écologique, l'ISO et une commission de

l'ONU. La France s'est dotée d'une loi stipulant qui peut se prétendre neutre en CO₂ et à quelles conditions. Par ailleurs, les prix sont beaucoup trop bas. Sur le marché volontaire, un crédit carbone pour une tonne de CO₂ coûte environ 3 dollars en moyenne mondiale.

Payer pour planter un arbre est donc inutile ?

Non, il ne faut pas tout jeter. Simple-ment, il est abusif de se croire climatiquement irréprochable après avoir fait ce geste. C'est pourquoi je plaide depuis des années pour changer le vocabulaire et ne plus parler de compensation, terme qui induit en erreur, mais de contribution à un projet qui permettra de réduire les émissions de CO₂, ou, à tout le moins, d'en diminuer l'augmentation.



Les excès de l'éducation **bienveillante** »

pensent qu'imposer quelque chose à l'enfant est violent, que lui dire non est violent. Mais lorsqu'on ne rencontre pas la limite durant sa jeunesse, on bute éternellement contre elle. Des enfants déboussolés vont ainsi buter contre ce qui, pour nous, nous semble pourtant une évidence : ne pas agresser ou harceler les autres, ne pas crier au milieu de tout le monde, ne pas répondre grossièrement, ne pas courir au milieu de la route sans porter attention à l'environnement...

Peut-on dire qu'on assiste à un changement de paradigme éducatif ?

Je crois que nous sommes enfin à une période charnière, où l'on prend conscience sérieusement des excès de cette manière d'éduquer. Autrefois, nous souffrions des excès des violences éducatives. Et maintenant, nous sommes face à cette tragédie de ces excès de l'éducation positive, avec des parents complètement dépassés par cette liberté sans limite.

C'est véritablement une tragédie, selon vous ?

On le voit notamment dans les pays scandinaves comme la Suède et la Norvège, où la tradition a été, durant plusieurs décennies, de ne jamais rien opposer aux enfants, de les laisser faire tout ce qu'ils désirent, de ne pas dire non en quelque occasion. Selon nombre de spécialistes en psychologie

clinique, cette hausse très inquiétante découle en grande partie de cette éducation bienveillante absurde, qui laisse les enfants et les adolescents totalement perdus. En consultation, je vois beaucoup de ces enfants malheureux d'être comme ça, et ils me supplient des yeux de les sortir de cette liberté sauvage qui leur pourrait la vie.

Et celle de leurs parents ?

Bien sûr. Cette adoption de l'éducation positive cause leur malheur. Ils se retrouvent dépassés, désarmés, les deux tendent à se renvoyer constamment l'un à l'autre. C'est une vraie épreuve pour un couple, alors qu'éduquer des enfants est déjà assez compliqué comme ça. La punition, c'est un terme qui fait un peu peur à beaucoup de parents. Pour les tenants de l'éducation dite bienveillante, c'est aussitôt assimilé aux violences éducatives. Il est pourtant possible de poser les limites sans crier, taper ou humilier. On fait trop souvent cet amalgame, qui s'avère dommageable.

Que pensez-vous du débat autour de la fessée ? Faut-il effectivement l'interdire, ou est-ce un outil nécessaire dans l'arsenal éducatif des parents ?

Je pense qu'il faut en effet la proscrire. Je suis totalement en défaveur des violences physiques, même lorsqu'on veut leur donner une prétendue dimension éducative. Cette violence envers les enfants, ces fessées, ces gifles, c'est, au

fond, un langage qu'on leur apprend, et qu'ils risquent d'assimiler et de parler eux-mêmes toute leur vie.

Mais lorsque la seule explication ne suffit pas et qu'il faut, véritablement, imposer ces fameuses limites qui vous sont chères, que préconisez-vous ?

La méthode la plus efficace, et de loin, est le « time out ». C'est aller au coin, ou dans sa chambre, pendant un certain temps. Cela permet de mettre l'enfant en dehors de l'espace commun. C'est ce que j'ai pratiqué avec mes quatre enfants, et les résultats sont très probants. Et je ne suis évidemment pas la seule à recommander cette méthode, puisque le « time out » fait l'objet d'un consensus scientifique international. Tout le reste est trop lourd pour eux et pour nous, ces prétendues alternatives font perdre du temps et de l'énergie, et cela leur déplaît.

Pourquoi ce « time out » vous semble-t-il si efficace, alors qu'un avis du Conseil de l'Europe assimile « file dans ta chambre » à une punition violente ?

Les enfants, même pour les punitions, aiment ce qui fonctionne et ce qui est efficace. Le « time out » marche, car il est non violent et apprend à contenir sa pulsion. C'est ainsi une manière de faire comprendre à l'enfant : « Tu as le droit de ressentir ce que tu ressens, mais pas là, dans l'espace commun. » Du point de vue de la psychanalyse, on va ainsi

donner les conditions pour ce qu'on appelle une isolation pulsionnelle, afin de ne pas se laisser envahir par sa pulsion agressive.

Vous défendez cette idée que les enfants, comme les adultes d'ailleurs, ont en effet des pulsions d'agressivité, ce qui vous vaut des critiques. Assumez-vous toujours cela ?

Vous savez, la nature humaine est excessivement pulsionnelle, nous avons toutes et tous, à certains moments, des pulsions agressives à contenir. Et cela vaut aussi pour les enfants. Même l'enfant le plus choyé, le plus aimé et écouté par ses parents va, à un instant T, sortir de lui-même, et il faudra alors identifier ça afin d'y donner des réponses. Quand j'entends des gens dire que l'enfant a besoin de s'exprimer librement à tout moment et d'aller où il veut, de s'opposer à ce qu'il veut et contre n'importe qui, car sinon on écrase sa subjectivité, je suis désespérée ! Les enfants auront paradoxalement plus de respect pour les parents qui savent faire preuve d'autorité quand le contexte l'exige.

Il s'agit d'estimer la surface qui risque d'être déboisée dans un lieu et sur une durée donnée, ce qui, par essence, est invérifiable au moment où sont vendus les crédits carbone. © SHUTTERSTOCK